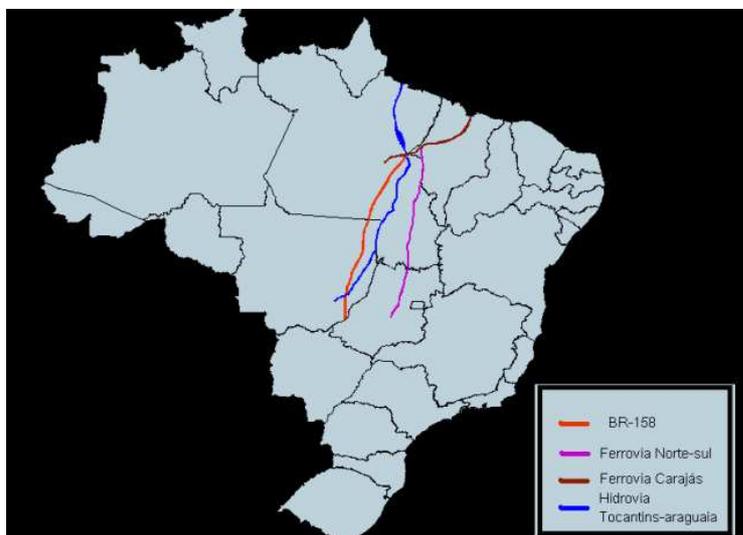


BR-158¹ : la nouvelle route du soja dans le Mato Grosso



Le projet d'asphaltage de cette route fédérale dans le Mato Grosso (MT) viabilisera l'écoulement de la production par le port d'Itaqui dans le Maranhão. L'arrivée d'investisseurs a déjà commencé à valoriser le prix des terres et à aggraver les conflits fonciers dans la région du Baixo Araguaia.

Par Thaís Brianezi

Source : *Reporter Brasil* - 15/04/2009 –

<http://www.reporterbrasil.org.br/agrocombustiveis/exibe.php?id=43>

Traduction : Roger Guilloux pour *Autres Brésils*

De la région du Baixo Araguaia (MT) – L'agroalimentaire est en train de modifier la dynamique territoriale du Baixo Araguaia, dans le Mato Grosso. Le long de la BR-158, les champs de soja commencent à dominer le paysage d'une région où l'activité économique principale était l'élevage. Les transformations les plus marquantes, cependant, ne proviennent pas des sacs du soja produit localement mais des attentes créées par l'arrivée de l'asphalte qui va viabiliser l'écoulement de toute la production du soja du nord-est du Mato Grosso par le port d'Itaqui au Maranhão et de là vers les consommateurs européens.

La BR-158 traverse le Brésil du nord au sud. Elle va de Altamira dans le Pará à Santana do Livramento dans le Rio Grande do Sul près de la frontière avec l'Uruguay. Cette route fédérale d'une longueur de 3.864 km traverse les Etats de Mato Grosso, Goiás, Mato Grosso do Sul, São Paulo, Paraná et Santa Catarina. Le tracé définitif de cet axe routier date des

¹ (NdTr) Les "BR", routes fédérales, sont les grands axes routiers du Brésil

années 70, mais les travaux avaient commencé en 1944, dans le cadre du projet de colonisation de l'intérieur du pays, projet idéalisé par le président Getúlio Vargas.

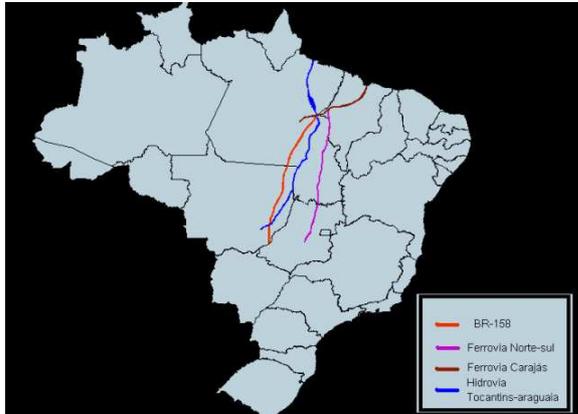


Des plus de 800 km de cette route fédérale qui traversent le Mato Grosso, 400 sont en terre non stabilisée. Ils deviennent quasiment impraticables à la saison des pluies. C'est justement le segment qui traverse la région du Baixo Araguaia, entre Ribeirão Cascalheira et Vila Rica. Comme cette route est déjà asphaltée dans l'Etat voisin du nord, ceci rendra possible le transport du soja jusqu'à la station ferroviaire de Carajás² et à partir de là vers le port du Maranhão. L'entreprise minière Vale qui a la concession d'exploitation de la mine, contrôle également une autre voie ferrée stratégique, la Norte-Sul qui, de janvier à septembre de l'année dernière, a transporté 1,1 million de tonnes de soja et de farine de soja. Reliant les communes de Açailândia et Porto Franco au Maranhão, elle a actuellement une extension de 200 km mais à la fin de l'année elle devrait arriver à la ville de Guarai dans l'Etat du Tocantins portant ainsi son extension à un total de 571 km.

Mais revenons à notre sujet, l'asphaltage de la BR-158 n'est plus seulement une revendication des habitants du Baixo Araguaia, tels que le réparateur de pneus, Edson Lopes qui est installé sur le bord de cette route depuis deux ans et demi et qui, en deux semaines, n'avait réparé qu'un pneu de moto. La pression pour une réalisation rapide de ces travaux est aussi à replacer dans le cadre des deux lignes de chemin de fer et du projet du gouvernement fédéral d'améliorer la compétitivité au niveau logistique, de la production de soja au Brésil. Ce n'est donc pas un hasard si l'asphaltage de la BR -158 dans le Mato Grosso est inclus dans la liste des travaux prioritaires du Plan d'Accélération de la Croissance (PAC)³.

² (NdTr) Carajás, situé dans l'Etat du Para, contient les plus grosses réserves de minerai ferreux du monde. L'écoulement de ce minerai se fait par une voie ferroviaire reliant ce centre d'extraction au port d'Itaqui.

³ (NdTr) PAC : **Programme d'Accélération de la Croissance**. Programme de développement économique de grande envergure (504 milliards de réaux pour la période 2007-2010) Il se caractérise par de grands investissements dans l'infrastructure : transport, logement, gestion de l'eau et des déchets, Ce plan se réalise sous le deuxième mandat du président Lula.



L'asphaltage de cette route n'intéresse pas seulement le gouvernement fédéral qui a déjà approuvé une provision budgétaire de 64 millions de réaux pour ce projet (quantité insuffisante, étant donné que le coût des 200 km dépasse les 158 millions de réaux selon le Département National d'Infrastructure des Transports – DNIT). Ce projet intéresse en premier lieu le gouvernement du Mato Grosso. Le Secrétariat aux Infrastructures de cet Etat a signé un accord avec le DNIT pour réaliser, avec son propre budget, l'asphaltage de deux cents kilomètres supplémentaires. A la fin de l'année, la partie asphaltée, qui aujourd'hui s'arrête à Ribeirão Cascalheira, devra arriver à Alô Brasil, localité située sur les bord de la BR et qui fait partie de la commune de Bom Jesus do Araguaia. De là, part un tronçon qui va à Querência, commune ou le Groupe André Maggi, appartenant à la famille du gouverneur du Mato Grosso, produit du soja dans la fazenda Tanguro d'une superficie de 82 mille hectares.

Avant l'asphalte

C'est justement à Alô Brasil que la Cargill a réaménagé deux anciens silos de riz pour stocker le soja. Chacun a une capacité de 100 mille sacs⁴. Selon le gérant de cette unité, João Luiz Seresuela, au moment de la récolte, ce sont 750 mille sacs de soja qui transitent dans les silos. "En 2010, nous allons construire un nouveau silo qui nous permettra d'arriver à une capacité de stockage de 800 mille sacs" Il nous a également dit que le soja stocké est ensuite écoulé par le port de Guarujá, dans l'Etat de São Paulo.

⁴ (NdTr) Un sac de soja pèse 60 kg



Le *gaúcho* Saddir Secco est l'un des producteurs qui vendent leur récolte de soja à la Cargill et à la Bunge. Depuis 1982, le groupe Secco plante du soja à Rio Verde dans le Goiás. Dans cette commune il est également propriétaire des magasins du groupe Fert Verde, entreprise qui revend des fertilisants chimiques et des pesticides. Il y a huit ans, les sept frères Secco étendirent leurs activités vers Ribeirão Cascalheira où ils sont propriétaires de six mille hectares de terres dont 2.800 sont réservées à la culture mécanisée du soja, le nouvel or vert.

"Quand nous sommes arrivés, en 2001, l'hectare coûtait entre 800 et 900 réaux. Aujourd'hui, il vaut en moyenne 2.000 réaux" nous a indiqué cet entrepreneur. Saddir espère bien que l'asphaltage amènera également le réseau électrique, étant donné qu'actuellement l'énergie électrique est produite par deux turbines installées sur un cours d'eau. Mais il reste prudent quant aux prévisions d'augmentation de la production de soja dans la région. *"La BR-158 est importante mais l'expansion des surfaces de production de soja dans la région du Baixo Araguaia va dépendre en premier lieu de la relation coût de production / prix du marché. Les investissements nécessaires pour produire sur des terres dégradées sont très élevés."*

Les données les plus récentes de l'IBGE (Institut Brésilien de la Géographie et de la Statistique) concernant la production agricole sont de l'année 2007. Cette année-là, la commune de Ribeirão Cascalheira avait ensemencé 6.500 hectares de soja. Les trois années antérieures, la moyenne des surfaces cultivées était supérieure, respectivement 5.500, 15.000 et 9.500 hectares. *"Avec l'augmentation des prix du marché, le soja était devenu une grande opportunité pour les gens d'ici qui étaient propriétaires de fermes de taille moyenne. Mais, selon le porte-parole de la municipalité, Luís Cláudio da Silva, la revalorisation du real face au dollar et la diminution de la productivité due aux pluies et aux oscillations du prix sur le marché international ont refroidi leur élan"*. Le découragement du propriétaire du Grupo Secco semble confirmer cette évaluation : *"Pour les récoltes des années 2003 et 2004 nous avons eu une perte de 8 réaux par sac de soja produit"* nous indique Saddir.



Le pessimisme des producteurs du Baixo Araguaia, en ce qui concerne la production du soja, est en train de diminuer. Une promenade entre Ribeirão Cascalheira et Alô Brasil, sur le tronçon de la BR-158 qui doit être asphaltée cette année, laisse entrevoir les indices qui montrent que le soja est en train d'occuper les terres d'élevage, tout au moins celles qui sont situées le long de cette route. *"Les moyens et grands producteurs parient de nouveau sur la culture du soja. Le problème est que la production de soja n'est pas créatrice d'emplois pour la population locale : le personnel qui conduit et entretient les machines ainsi que les administrateurs de ces propriétés viennent d'autres endroits, de régions où la culture du soja est déjà bien implantée"* nous indique l'assesseur municipal. De nouveau, l'exemple du Grupo Secco vient en appui à cette analyse : les quatre machinistes qui s'occupent de la récolte dans la région du Baixo Araguaia viennent de l'Etat du Goiás et l'administrateur de la propriété n'est autre que Diego Secco, neveu de Saddir, qui vient de terminer sa formation en agronomie.

La "vallée des oubliés"

Le Baixo Araguaia est connu sous le nom de "vallée des oubliés". Des données recueillies lors d'une étude réalisée par la Commission Pastorale de la Terre⁵ (CPT) aident à comprendre l'origine de ce triste surnom : l'unité de l'Institut brésilien de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables (Ibama) le plus proche se trouve à Barra do Garças, à 800 km de cette région et, au début de l'année 2008, le Secrétariat à l'environnement de l'Etat ferma également ses bureaux dans les communes de Canarana, São Félix do Araguaia et Porto

⁵ (NdTr) La CPT est un organisme de la Commission nationale des évêques du Brésil. Depuis sa création, en pleine période de dictature militaire (1975), elle a joué un rôle de premier plan dans une action aux côtés des travailleurs ruraux et des indiens contre les grands propriétaires terriens. Beaucoup de ses membres ont payé de leur vie leur engagement. En dénonçant les nouvelles formes d'esclavage et en aidant ces travailleurs ruraux à s'organiser, elle a contribué à réduire leur souffrance. En raison de la faible présence de l'Etat dans le Nord et du Nordeste du pays, elle continue à constituer le principal rempart contre les abus des grandes entreprises installées dans cette partie du pays.



Alegre do Norte. Si, d'un certain côté, l'asphaltage de la BR-158, dans une région où l'Etat est absent, est source de préoccupation, de l'autre, il peut signifier l'arrivée des pouvoirs publics dans cette région. *"Ce n'est qu'à partir du moment où l'asphalte est arrivé dans notre commune, en 2006, que nous avons pu compter sur la présence permanente d'un juge et d'un commissaire de police"* nous fait remarquer Luiz Eduardo de Moraes, assesseur au Secrétariat aux sports de la mairie de Ribeirão Cascalheira.

L'histoire de cette région n'est pas marquée seulement par la négligence gouvernementale, c'est aussi l'histoire des luttes populaires organisées avec l'appui de l'évêché de São Felix do Araguaia. On en veut pour preuve le nom qui a été donné à la BR-158 dans le périmètre urbain de Ribeirão Cascalheira : Avenue Padre João Bosco, en hommage à ce religieux tué par un policier en 1976 alors qu'il tentait de mettre fin à un tabassage par des policiers de deux agricultrices qui étaient emprisonnées dans le commissariat municipal. La police torturait ces femmes pour tenter de découvrir où se cachait l'agriculteur Jovino frère de l'une d'entre elles et père de l'autre. Celui-ci avait tué un soldat tueur à gage⁶ (Felix) dans un acte de légitime défense : le propriétaire terrien Abraão Barros avait embauché Felix pour assassiner Jovino parce que ce dernier refusait de lui vendre le terrain sur lequel il vivait. *"Lors de la messe du septième jour⁷ du père João Bosco, les "posseiros"⁸ détruisirent le commissariat et libérèrent les deux prisonnières"* raconte Luiz Soares de Souza, le Luiz Cateto qui n'était qu'un enfant quand il vit le corps de Felix à l'entrée de la maison de Jovino.

Depuis quelque temps, la société civile du Baixo Araguaia a commencé à compter avec l'aide d'ONG qui travaillaient déjà dans la région de manière intermittente. Il y a un an et demi, six de ces associations créèrent l'Articulation Xingu Araguaia (AXA). Elle est composée des groupes suivants : l'Association Nossa Senhora de Assunção (Ansa), le Forum Matogrossense de l'environnement (Formad), l'Institut de recherche socio-environnemental de l'Amazonie (Ipam), l'Institut socio-environnemental (ISA), l'Association Terra Viva et une antenne locale de la propre CPT. Ensemble, elles ont lancé une campagne contre l'utilisation irrationnelle du feu pour dégager des espaces au profit de l'élevage.

Ainsi, comme pour l'emblématique BR-163⁹, la BR-158 est également appelée la "route du soja". La même entreprise, Ecoplan Engenharia, a réalisé l'étude et le rapport d'impact environnemental du goudronnage de ces deux routes fédérales. Mais alors que pour la BR Cuiaba-Santarem, une commission interministérielle avait été chargée de la gestion des territoires traversés par cette route fédérale, le gouvernement n'a pas fait montre d'un même

⁶ (NdTr) Il est encore courant que des fonctionnaires de la police civile ou militaire, pour arrondir leurs fins de mois, acceptent ce genre de "mission".

⁷ (NdTr) L'enterrement ayant habituellement lieu le jour même de la mort de la personne, seules les proches accompagnent le défunt à sa dernière demeure. La messe qui marque la solennité de cet acte et à laquelle participent parents et amis a lieu une semaine plus tard, d'où le nom de "messe du septième jour".

⁸ (NdTr) *Posseiros* : travailleurs ruraux pauvres qui ont fui leur région d'origine et se sont installés sur de petits lopins de terre appartenant à l'Etat. Nombre d'entre eux ont été forcés à abandonner leur terre à de grands propriétaires terriens munis de titres de propriété souvent obtenus de manière frauduleuse.

⁹ (NdTr) BR – 163 : route fédérale d'une extension de 1780 kms qui relie Cuiaba à Santarem



zèle pour la BR-158. Même l'accessibilité à l'information laisse à désirer et ceci en dépit d'innombrables demandes d'entretiens et/ou d'informations détaillées présentées aux services d'information de l'Ibama. La direction des services responsables de l'impact environnemental causé par ces travaux s'est contentée de dire que *"deux tronçons avaient obtenu l'autorisation et qu'un troisième était en phase d'analyse"*.

Le tronçon de la BR-158 qui n'a toujours pas obtenu l'autorisation d'asphaltage est celui qui traverse le territoire des indiens Maraiwatsede, envahi par des "posseiros" mais surtout par de grands propriétaires terriens. La situation est si grave que les 630 indiens qui vivent là sont confinés dans un village. Il ne leur est plus possible de circuler en sécurité sur les 165 mille hectares de leur territoire tel qu'il a été officiellement délimité et homologué. Une note du DNIT a révélé que *"le tronçon (de la BR-158) qui passe par le village indien Marawatsede est à l'étude et qu'il est prévu que ce tronçon contourne la réserve."*

Conflits fonciers

Près de mille deux cents familles qui vivent sur l'espace correspondant au Projet d'"Assentamento"¹⁰ (PA) Borbolândia à Bom Jesus do Araguaia dans le Mato Grosso, dans la zone de la BR-158, risquent d'être expulsées. Il y a deux ans, l'Institut National pour la Colonisation et la Réforme Agraire (Incra) avait procédé à la légalisation de ces propriétés. Mais une décision judiciaire provisoire prise à la demande du Ministère Public Fédéral demande le retrait de ces familles de ce lieu. Le motif invoqué est qu'elles seraient responsables d'activités de déforestation non autorisées par l'Ibama.

Cette mesure devait être mise à exécution le 27 mars, le jour même où l'agence de presse Reporter Brasil était dans cet *assentamento*. Grâce à l'intervention de dom Pedro Casaldàliga évêque de la prélatrice du Xingo, ainsi que du représentant légal de l'Incra, un délai de trente jours fut donné à ces familles.

L'assesseur du procureur Mário Lúcio Avelar, auteur de cette décision judiciaire provisoire, confirma l'accusation de déforestation sans fournir plus de détails sur la mesure prise. Juçara Ramos, représentante de la Confédération nationale des associations de fonctionnaires de l'Incra affirme que la déforestation (qui atteint déjà au moins la moitié des 50 mille hectares de l'*assentamento*) est de la responsabilité des anciens propriétaires. C'est également l'opinion de l'avocat Israel Roxo Guimarães, qui conseille les familles installées sur cette terre. *"L'ancien propriétaire avait construit deux routes de pénétration dans cette forêt. Qui veut préserver son trésor ne montre pas le chemin qui y conduit !"*.

¹⁰ (NdTr) Les "*assentamentos*" représentent l'étape ultime de la lutte des Sans Terre, celle où l'Etat, suite à une décision judiciaire validant l'expropriation d'un propriétaire terrien, remet les titres de propriétés aux nouveaux occupants.



L'Inra avait créé le Projet d'Assentamento Bordolândia en 2007 après avoir obtenu du Suprême Tribunal Fédéral¹¹ une décision provisoire d'occupation de cette propriété, laquelle, à cette époque, était considérée comme non-productive. Selon les services d'information de l'Inra, étant donné que le processus juridique concernant la productivité de cette terre n'est pas allé jusqu'à sa fin, la désappropriation reste une question non résolue. *"L'indemnisation avait été initialement fixée à 25 millions de réaux. Aujourd'hui, l'entreprise sucrière Santa Rosa en demande 150 millions. C'est absurde : la valeur de l'hectare serait ainsi passée de 500 à 3.000 réaux !"* s'indigne Roxo.

Le conflit foncier au PA Bordolândia s'insère dans un contexte de spéculation immobilière alimenté par les espoirs créés par le bitumage de la BR-158. Le terrain de 10 alquères (27 hectares) occupé par Sirlene Rodrigues Lobo produit du riz, des haricots et du maïs. Sirlene élève aussi quelques volailles. Ce terrain se trouve à environ un kilomètre de la route fédérale. Indifférente aux disputes juridiques, cette agricultrice souhaite ardemment que le tronçon de route proche de ses terres, soit asphalté avant la fin de l'année afin de faciliter l'écoulement de sa production vers la zone urbaine de Ribeirão Cascalheira. C'est l'espoir de pouvoir disposer d'un lopin de terre qui a amené Sirlene à Bom Jesus do Araguaia, la même envie qui l'avait poussée à quitter Rolim de Moura, dans l'Etat de Rondônia, en direction des campements de Aripuanã et ensuite à Juína, ces deux dernières localités étant situées dans le Mato Grosso.



¹¹ (NdTr) Supremo Tribunal Federal (STF) : la plus haute instance judiciaire du Brésil



Selon une étude réalisée par la CPT, 13 mille familles vivent sur 56 *assentamentos* qui couvrent un total d'un million d'hectares. Cet organisme estime qu'entre 20 et 40% de ces terrains passent par un processus de revente de la part des assentados, processus conduisant à une re-concentration foncière. Les acheteurs seraient les commerçants et les possesseurs de propriétés de taille moyenne liés aux pouvoirs locaux.